

L'INTRODUCTION DES LANGUES NATIONALES DANS LA FORMATION EN AGRICULTURE ET EN SANTE PUBLIQUE AU TOGO

Balaibaou KASSAN

Université De Kara, Togo

bakassan@yahoo.com

Résumé :

La présente étude traite de la problématique de l'introduction des langues nationales dans la formation en agriculture et en santé publique au Togo. Elle analyse le rôle assigné aux langues nationales dans l'éducation formelle et relève leur place dans le Plan National de Développement. L'étude montre que ces langues peinent à se maintenir dans le système de l'éducation formelle depuis leur introduction au niveau primaire et secondaire, contrairement au niveau de l'enseignement supérieur, où elles sont enseignées et étudiées depuis plus d'une dizaine d'années. Leur prochaine introduction dans les programmes de formation spécialisée en agriculture et en santé publique témoigne de la nécessité de prendre en compte et de valoriser les savoirs endogènes dans le développement durable de chaque milieu. L'analyse s'inscrit dans le cadre d'une recherche descriptive des faits socioculturels à partir d'un corpus recueilli sur questionnaire et des résultats des études antérieures sur la question des langues nationales dans l'éducation formelle.

Mots-clés : langues nationales, savoirs endogènes, agriculture, sante publique, développement.

Abstract:

The paper deals with the issue of introducing local languages into specialized trainings in agriculture and public health in Togo. It analyses the role assigned to local languages in formal education and their place in the National Development Plan. The study shows that these languages struggle to maintain themselves in the formal education system since their introduction at primary and secondary school; unlike in higher education, where they have been teaching and studying well for over ten years. Their introduction in the near future into specialized training programs in agriculture and public health testifies that there is a need to take into account and promote endogenous knowledge in the sustainable development of each in every place. The analysis is part of a descriptive research of sociocultural facts from collected data and the results of previous studies addressed local languages in formal education.

Keywords: local languages, endogenous knowledge, agriculture, public health, development.

Classification JEL : I00.

Introduction

La question de l'introduction des langues nationales dans le système de l'éducation formelle s'est posée avec acuité dans plusieurs pays africains au lendemain des indépendances, plus précisément, là où la langue du colonisateur a régné sans partage durant la période de

domination. Des études¹ ont pu montrer toutes les difficultés qui ont jalonné le parcours des langues nationales dans leurs tentatives de se faire une place dans les programmes de l'enseignement à tous les niveaux de l'éducation formelle. Tourneux (2008 :12) a pu dire de cette période : Pendant tout ce temps, les linguistes et autres spécialistes de la planification linguistique étaient frappés de la malédiction de Sisyphe. Sans cesse, ils démontraient d'abord la possibilité, puis les avantages d'une utilisation raisonnée des langues africaines à l'école, ou dans la vie de la nation. Sans cesse, ils menaient des expériences scolaires pilotes, toutes plus prometteuses les unes que les autres. Mais à peine avaient-ils achevé leur démonstration qu'ils comprenaient que le politique ne les suivrait pas, pire même, qu'il les ignorait superbement, abrité derrière le rempart de la francophonie. Les espoirs retombaient et il fallait tout reprendre à zéro.

C'est précisément le cas du Togo, pays plurilingue avec plus de trente langues (Gblem-Poidi et Kantchoa, 2017 et 2012 ; Gayibor, 1997). En 1975, deux langues, l'éwé et le kabiyè, ont été promues au rang de langues « nationales² » par La Réforme de l'Enseignement au Togo. A partir de là, ces langues devraient être intégrées dans les cycles primaire et secondaire de l'éducation formelle, sur un territoire où le français est la langue officielle et le seul véhicule de l'enseignement. Théoriquement, l'enseignement des deux langues devait se faire alternativement et successivement par zones définies et par niveaux. Ce système aboutirait progressivement à l'utilisation de ces langues nationales comme langues d'enseignement dans le secteur formel. Mais les troubles sociopolitiques de 1990 ont estompé cet élan de départ, mettant à mal le système. Aujourd'hui, ces langues sont pratiquement absentes des programmes scolaires et leurs plages horaires sont tout simplement occupées par le français en dehors de quelques rares établissements qui en ont fait des matières facultatives. A l'inverse, plus tard, à partir de 2004, les deux langues nationales sont accueillies avec un grand enthousiasme dans l'enseignement supérieur dans les parcours Licence, Master et Doctorat de la discipline Sciences du langage des universités publiques du pays.

Pour aller plus loin, et dans le but de contribuer à soutenir les actions du gouvernement en matière de promotion du développement à la base³, la deuxième institution universitaire publique du Togo envisage, avec ses partenaires, la création d'un Institut international des langues appliquées au développement durable⁴. Ce projet, en cours d'élaboration accorde une place de choix aux langues africaines et togolaises dans ses programmes de formations professionnelles en agriculture et en santé publique. Nous sommes en droit de nous interroger sur la pertinence de l'introduction des langues nationales dans ces formations professionnelles. Cette interrogation préliminaire entraîne un faisceau de questionnements :

- Quel rôle est assigné aux langues nationales dans l'éducation formelle ?

¹ Cf. Kassan (2011), Tourneux (2008), Napon (2006, 1998), Aféli (2003), Rongier (1995).

² Le terme « langues nationales » désigne ici des langues érigées au rang de langues destinées à couvrir, par leur enseignement, l'ensemble du territoire national. Les autres langues du pays ne portent pas ce statut, mais elles interviennent localement dans l'alphabétisation, la télévision, les radios, la presse, dans les lieux de culte, etc.

³ Voir les détails dans le Plan National du Développement : [https://finances.gouv.tg/wp-content/uploads/files/2019/05%20-%20Mai/Pr%C3%A9sentation%20du%20PND%20du%20Togo%202018-2022_V0.2.1%20\[Enregistrement%20automatique\].pdf](https://finances.gouv.tg/wp-content/uploads/files/2019/05%20-%20Mai/Pr%C3%A9sentation%20du%20PND%20du%20Togo%202018-2022_V0.2.1%20[Enregistrement%20automatique].pdf)

⁴ Ce projet est le fruit d'un partenariat entre l'Université de Paris, l'Université de Kara et l'Université Joseph Ki Zerbo de Ouagadougou. L'Institut en gestation sera logé à l'Université de Kara.

- Quelle place pour les langues nationales dans les programmes de développement ?
- Quels enjeux pour les langues nationales dans la formation en agriculture et santé publique ?

Pour tenter d'apporter des réponses à ces questions, il est important de poser les hypothèses ci-après :

- La promotion des langues nationales dans l'éducation formelle porte en elle les germes d'une éducation équilibrée, équitable, inclusive et tournée vers l'unité nationale et l'épanouissement des acteurs à la base.
- Les programmes de développement n'accordent pas toujours la place qui convient aux langues nationales.
- Les langues nationales dans la formation en agriculture et en santé publique constituent un point d'ancrage pour le partage des expériences entre les pratiques ancestrales et celles dites modernes pour un développement locale harmonieux.

L'objectif de cette recherche est d'apporter quelques arguments susceptibles de fonder la pertinence de l'introduction des langues nationales dans la formation en agriculture et en santé publique. L'analyse ne tient compte que des langues nationales *éwé* et *kabyè*, mais les observations sont transposables à d'autres situations avec les langues du pays et de la sous-région. La méthode d'analyse repose sur les recherches documentaires sur la question, l'exploitation des études antérieures sur le cas du Togo¹ et l'examen des données de terrain recueillies essentiellement sur questionnaire.

La collecte de données s'est faite auprès des acteurs du système éducatif et de l'alphabétisation, les acteurs des programmes de développement agricole et de la santé publique, les académies de langues nationales, les étudiants en Sciences du langage et Langues étrangères appliquée et sur les médias publics.

Dans notre développement, nous relèverons d'abord le rôle assigné aux langues nationales dans l'éducation formelle, examinerons ensuite la place accordée aux langues nationales dans les programmes de développement, puis projetterons, enfin, la contribution des langues nationales dans la formation en agriculture et en santé publique.

1. Le rôle assigné aux langues nationales dans l'éducation formelle au Togo

Pour avoir subi plusieurs dominations coloniales², le Togo fut aussi un terrain de jeu où trois langues étrangères (l'allemand, l'anglais et le français) ont occupé tour à tour le terrain, associant ou non les langues nationales dans l'enseignement formel. Tous les niveaux d'enseignement sont concernés : le préscolaire, le primaire, le secondaire et l'enseignement supérieur. Et selon chaque niveau d'enseignement, l'association d'une langue locale (ou nationale) a un rôle bien précis.

1.1. Le préscolaire, le primaire et secondaire

Des études antérieures, de linguistes et historiens, ont pu montrer la place réservée aux langues nationales dans l'enseignement aux cycles préscolaire, primaire et secondaire au cours des périodes coloniales et postindépendance.

¹ Mouzou (à paraître), Haloubiyou 2021, Kantchoa 2017, Kassan 2011, Aféli 2003, Rongier 1995.

² Allemande (1884-1914), franco-britannique (1914-1922) et française (1922-1960).

Comme l'exprime Mouzou (à paraître) « les langues nationales ont assumé différentes fonctions : matières enseignées, langues d'enseignement, ou langues d'alphabétisation ». Selon la même source citant Aféli (1996) et Ahadji (1976), il y a eu deux phases dans la politique linguistique allemande appliquée au Togo. La première phase (1884-1904) est marquée par l'enseignement de l'éwé et de l'anglais : « les élèves sont accueillis en éwé dans les premières classes avec une initiation en anglais qui devait plus tard devenir la langue d'enseignement ». Dans la deuxième phase (1905-1914), l'allemand est introduit aux côtés de l'éwé et de l'anglais avec « pour ambition de remplacer progressivement l'anglais dans le cursus scolaire. ». Cette situation va perdurer partiellement pendant la période franco-britannique, spécialement dans la partie sous domination britannique qui fut rattachée au Gold Coast (actuel Ghana). Dans la partie française (l'actuel Togo), les langues nationales sont, à cette époque, et ce jusqu'à l'indépendance, plutôt utilisées comme langues d'alphabétisation et d'évangélisation dans les différentes églises du pays, l'éwé dans le sud et le *kabyè* dans le nord (précisément à Tchitchao à partir de 1934). Selon Kassan (2011 : 338-339), c'est à partir de 1971, que le programme national d'alphabétisation avait ouvert des centres expérimentaux avec deux langues (l'éwé dans les Régions économiques Maritime et Plateaux et le *kabyè* dans la Région de la Kara), à la suite de la création du Comité national d'alphabétisation¹. A ces langues viendront s'ajouter, un peu plus tard, deux autres (le *tem* dans la Région centrale et le *benn* dans la Région des savanes). Pour soutenir le suivi de post-alphabétisation, deux journaux sont créés : *Game su* en langue éwé en 1972 et *Tew fema* en langue *kabyè* en 1977.

En 1975, la Réforme de l'Enseignement au Togo² visait des objectifs aussi bien politiques, socioéconomiques, socioculturels que pédagogiques. Etaient visées notamment :

- La recherche de l'unité nationale, la démocratisation du savoir, l'enracinement de l'école et de l'élève dans son milieu ;
- L'adaptation de l'école à la vie et aux besoins réels des populations et la mise en adéquation du système scolaire avec le monde socioéconomique ;
- La revalorisation du patrimoine culturel authentique et la vision originale³ du monde à travers les langues nationales et
- L'utilisation du milieu comme support pédagogique et la maîtrise des langues nationales comme tremplin dans la maîtrise des langues étrangères.

Cette réforme, en son article 7, disait des programmes de « l'école nouvelle » « qu'ils doivent tenir compte des préoccupations nationales par l'introduction de nouvelles disciplines, en particulier des langues nationales et africaines ». L'éwé et le *kabyè*, alors choisies comme les deux langues nationales, font l'objet de travaux de recherche intensifs par des commissions spécialisées dénommées Groupes d'Etudes de Langues Nationales dont les membres sont nommés en 1977⁴. En 1983, ces groupes sont transformés en Comités de Langues Nationales⁵ avant d'être reconnus en 2012⁶ comme des Académies de langues, rattachées au Ministère de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche. Les académies de langues nationales « sont

¹ Décret n° 68-195 du 11-11-68 portant création du Comité national d'alphabétisation (1968).

² Ordonnance N° 16 du 6 mai 1975.

³ « vision originale » signifie ici « la vision propre de ce peuple à travers sa langue, sa culture ».

⁴ Décision N° 163/MEN-RS du 18 mai 1977.

⁵ Décision N° 72// ME TQDRS du 19 avril 1983.

⁶ Décret N° 2012-006 du 07 mars 2012.

chargées de la promotion des langues nationales et de leur culture »¹. En effet, pour accompagner l'enseignement des langues nationales dans le secteur formel, les académies de langues *éwé* et *kabyè* veillent notamment à la normalisation du lexique et de la grammaire de ces langues et contribuent à l'élaboration des dictionnaires, des manuels didactiques, culturels et artistiques.

Dès la rentrée scolaire 1975-1976, l'enseignement était dispensé dans la langue dominante de la localité, au niveau préscolaire (jardin d'enfants) pour l'éveil des enfants mais ce programme ne sera réellement effectif au plan national qu'en 1978. « Ces langues, écrit Kassan (2011 :342), sont d'abord enseignées en tant que « langues matières » pour être utilisées comme « langues de communication et de culture ». Puis, par la suite, ces langues devaient être utilisées comme « langues médium » dans le cycle primaire, le français devenant « langue matière » et enseigné comme « langue étrangère ». Mais il s'agit bien de la langue dominante du milieu qui n'est pas forcément la langue maternelle de tous les enfants.

Démarré avec enthousiasme, l'enseignement des langues nationales a vu son élan littéralement freiné par les événements sociopolitiques des années 1990-1991. Et, à partir de là, ces langues ont progressivement disparu des programmes de l'école formelle au point qu'aujourd'hui, seuls quelques établissements du cycle secondaire les enseignent encore. Et les épreuves facultatives des langues nationales n'existent pratiquement plus aux examens nationaux notamment à l'examen du Baccalauréat 2^{ème} partie, laissant la place aux épreuves facultatives des langues étrangères notamment l'allemand, le russe, l'espagnol, l'arabe. Cependant, depuis 2015, une lueur d'espoir semble naître avec l'initiative de ELAN (Ecole et langue nationale) de l'Organisation internationale de la francophonie, car « les langues nationales *éwé* et *kabyè* redeviennent des langues d'enseignement dans quelques écoles primaires pilotes, dans les deux zones (nord et sud), et ce, à titre expérimental. » (Mouzou, à paraître).

1.2. Les langues nationales dans l'enseignement supérieur

Dans l'enseignement supérieur, des cours d'initiation aux langues *éwé* et *kabyè* ont commencé en 1982, assurés par le Département de Linguistique et des Langues Africaines de l'Université du Bénin (actuelle Université de Lomé). L'ambition était de créer plus tard une filière de formation d'enseignants de langues nationales qui n'a jamais vu le jour. Un institut des langues togolaises était prévu, qui devait être assisté par le personnel du Département de Linguistique et des Langues Africaines de cette université et les membres des divers organismes scientifiques et administratifs traitant des questions linguistiques et pédagogiques. Mais, cet institut est aussi tombé dans l'oubli. C'est à la Direction de la Formation Permanente (DI.FO.P) que des membres des comités *éwé* et *kabyè* formaient des étudiants des « clubs de langues » avides de connaissances sur les deux langues nationales. A l'Ecole Normale Supérieure d'Atakpamé une option de langue nationale a été créée².

Mais, c'est en 2004, année d'ouverture de l'Université de Kara, que les langues nationales feront réellement leur entrée dans les programmes de l'enseignement supérieur dans les

¹ Kabiyè Akademii (2016), *Mémoire* – Les actes de l'académie 1977-2013 (document interne validé par les membres de l'académie en 2016).

² Arrêté n° 1 METODRS portant création d'une option de langue nationale au sein de l'École normale supérieure d'Atakpamé (1982).

départements des Sciences du langage. L'Université de Lomé les introduira cinq années plus tard. L'objectif était double (i) donner des bases solides aux étudiants de cette discipline sur les structures de ces langues et (ii) sauver la situation moribonde des langues nationales. En effet, les étudiants de linguistique qui reçoivent des cours de langues nationales *éwé* et *kabyè* seraient les principaux acteurs quand viendrait le moment de réintroduire ces langues dans l'éducation formelle au niveau préscolaire, primaire et secondaire. Aujourd'hui, la situation des langues nationales a bien évolué dans les deux universités. Ces langues sont bien présentes dans les programmes des niveaux (Licence, Master, Doctorat). Il faut aussi signaler que la quasi-totalité des étudiants de cette discipline choisissent leurs sujets de recherche sur les langues africaines et surtout togolaises. Ils sont donc enthousiastes de la présence des langues nationales dans leur parcours universitaire. Nombreux d'entre eux souhaitent voir introduites d'autres langues locales dans l'enseignement supérieur.

En 2013, au Conseil présidentiel sur l'avenir de l'Enseignement supérieur et de la recherche au Togo, il s'agissait de jeter les jalons de nouvelles perspectives dans l'orientation des programmes de l'enseignement supérieur. Précisément, il était question de traduire les faiblesses qui minent ce système en stratégies d'actions pour faire de lui un vecteur de développement. Quelques recommandations et objectifs tirés du document final de ce Conseil présidentiel (pp 19-22) laissaient espérer des lendemains meilleurs pour les programmes de l'enseignement supérieur et pour les langues nationales. En effet, il était question, d'une part d'améliorer l'adéquation entre l'enseignement secondaire (contenus, méthodes et techniques d'enseignement, séries et examens) et l'enseignement supérieur et, d'autre part d'élaborer les textes réglementaires relatifs à la création, à l'organisation et au fonctionnement des académies de langues nationales.

Des travaux de concertation sur l'avenir des universités, l'on peut retenir, entre autres, les finalités et les missions suivantes, confiées à l'Enseignement supérieur¹:

- La nouvelle université doit garantir une formation de haut niveau, tant générale que spécialisée, tant fondamentale, conceptuelle que pratique, en vue de permettre aux étudiants de jouer un rôle actif dans la vie professionnelle, sociale, économique et culturelle ;
- L'Enseignement supérieur doit assurer la transmission et la transformation des savoirs scientifiques et la valorisation du patrimoine culturel national et africain ;
- L'enseignement supérieur doit permettre aux apprenants de s'ouvrir au monde par la maîtrise des langues véhiculaires (africaines et étrangères) ;
- Les cadres ainsi formés seront bien ancrés dans le milieu national et ouverts sur le monde ; ils constitueront des références dans la communauté nationale. Ils seront capables de jouer un rôle actif dans la vie professionnelle, sociale, économique et culturelle aussi bien nationale qu'internationale, et pourront transformer le milieu national dans la perspective d'un développement durable ;
- À cet effet, les parcours de formation dans les établissements d'enseignement supérieur doivent être diversifiés, souples et en adéquation avec les objectifs de développement socioéconomique, culturel et politique du pays, ainsi qu'avec les défis de l'environnement sous-régional et international en mutation.

¹ Togo-Presse N°9172 pp 3, 4, 27, 28.

A l'occasion de ces concertations, les représentants des académies de langues *éwé* et *kabiye* ont dressé un plaidoyer pour le retour des langues nationales dans les cycles primaire et secondaire du système formel, de même que le renforcement de leur enseignement dans l'enseignement supérieur. Aujourd'hui encore, ce plaidoyer reste d'actualité, avec tout de même une lueur d'espoir du côté du gouvernement car, à en croire nos informateurs, l'enseignement des langues nationales devrait bientôt reprendre dans le système formel au Togo¹.

Après ce regard sur le rôle assigné aux langues nationales dans l'éducation formelle, il convient de vérifier la place de ces langues dans les programmes de développement au Togo et ressortir le bien-fondé de l'introduction de ces langues dans les formations spécialisées en agriculture et en santé publique.

2. La place des langues nationales dans les pôles de croissance agricole et les enjeux de leur intégration dans la formation en agriculture et en santé publique

La question principale qui guide la réflexion dans cette partie de notre analyse nous amène à montrer (i) dans quels cas précisément l'on recourt aux langues locales (nationales) dans les programmes de développement agricole et de la santé publique et (ii) montrer la pertinence de leur présence dans les formations en agriculture et santé publique.

Le Togo, conformément à son Plan National de Développement (PND) 2018-2022 et sa « vision Togo 2030 », a mis en place des agropoles². La première des dix agropoles, celle de Kara (165 000 hectares) est lancée le 14 février 2020 avec l'objectif de réduire la faim et la pauvreté rurale. Elle accueille 200 coopératives autour des chaînes de valeur pour le maïs, le riz, le sésame, l'anacarde, le poulet et le poisson. Ce Projet de transformation agroalimentaire porte en lui des opportunités de développement. C'est une approche innovante de développement qui intègre l'industrie à l'agriculture. Et la feuille de route du gouvernement 2020-2025 accorde une place de choix aux productions agricoles et à l'élevage.

Le PND mentionne également que l'état de santé de la population a une incidence sur son développement social et économique. Il faudra ainsi faire du système de santé un facteur contributif au développement du capital humain nécessaire à la croissance et d'assurer à la population l'accès aux soins de santé. Avant le PND (2018-2022), il existait aussi plusieurs programmes à des fins de développement agricole et environnemental³. Ainsi dit, toutes les

¹ Des commissions composées des différents acteurs de l'éducation travaillent en ce moment sur les documents et les stratégies de réintégration des langues nationales dans les cycles primaire et secondaire, un travail confié par le ministère des enseignements primaire, secondaire et de l'artisanat.

² Pour le Togo, une agropole est « un ensemble d'entreprises circonscrites dans une aire géographique donnée, qui entretiennent des relations fonctionnelles dans leurs activités de production, de transformation, de services d'appui et de commercialisation d'un produit végétal, animal, halieutique ou forestier donné ». C'est aussi « une zone d'activités à vocation agricole ou agro-industrielle et logistique, qui regroupe plusieurs acteurs de taille et de niveau technique et technologique variable, évoluant sur une ou plusieurs filières agricoles ciblées », <https://agriculture.gouv.tg/domaine/agriculture/> du 19 nov. 2021.

³ A l'instar de PNIASA (Programme national d'investissement agricole et de sécurité alimentaire) mise en œuvre depuis 2010 et qui poursuit l'objectif stratégique 1 « Développer un secteur agropastoral et

catégories sociales doivent participer à l'économie sociale. Mais, quelles langues de communication sont utilisées dans les formations des groupes cibles organisés en coopératives? Quelle est la place des langues locales dans ces programmes? Et quels sont les enjeux de l'introduction des langues nationales dans la formation en agriculture et santé publique? Nous aborderons donc respectivement dans cette partie la place des langues nationales dans les programmes de développement agricole et dans les programmes de santé publique avant d'évoquer les enjeux de l'intégration de ces langues dans les filières de formations spécialisées en agriculture et en santé publique.

2.1 La place des langues nationales dans les programmes de développement agricole

Lorsqu'il s'agit des projets de développement agricole, c'est bien en milieu rural qu'ils s'implantent, car c'est là que ces projets vont être exécutés au profit et avec la participation des populations rurales. Et Firmin Delaleona relevait, à l'occasion de la Journée internationale des femmes rurales qu'« Au Togo, 62,1% de la population réside en milieu rural avec une proportion plus élevée dans la tranche de femmes. La plupart de ces dernières interviennent dans le secteur agricole et jouent un rôle important pour l'autosuffisance alimentaire du pays »¹. C'est ainsi que dans plusieurs projets agricoles, les femmes dominent en nombre et, fait notable, elles sont majoritairement analphabètes aussi bien en français qu'en langues locales.

Or, visiblement, que ce soit avec les programmes du PND (2018-2022) ou les programmes de développement antérieurs, le constat est le même: les formations techniques spécifiques à l'endroit des groupes cibles sont toujours dispensées en langue officielle (le français) avec des adaptations sur le terrain en langues locales par les "encadreurs" locaux. Et cette situation est loin d'être satisfaisante, à cause de la langue de communication qui n'est pas accessible à la majorité des membres des groupes cibles qui sont analphabètes. C'est à ce niveau que les ONG qui oeuvrent dans le domaine de l'alphabétisation et du développement à la base prennent toute leur importance. En effet, ce sont elles qui, sur le terrain, font de l'alphabétisation fonctionnelle au profit des groupes cibles pour accompagner la mise en oeuvre des programmes de développement².

Diallo (2008 :176) a relevé dans le cas du Burkina Faso que de manière générale « le système de communication dans les formations techniques spécifiques est défaillant à cause de l'analphabétisme des bénéficiaires. Les langues de communication ne sont pas utilisées à bon escient ». Il fait remarquer aussi que :

halieutique » du plan de développement ; PPAO (programme de productivité agricole en Afrique de l'Ouest) Il s'occupe de la sous-composante 4 du PNISA « recherche et conseil agricole » ; PARTAM (Projet d'aménagement et de réhabilitation des terres agricoles dans la zone de Mission Tové) ; PDRD (Projet de Développement Rural de la Plaine de Djagblé) ; PADAT (Projet d'Appui au Développement Agricole au Togo) ; PDRI-MÔ (Projet de Développement Rural Intégré de la Plaine de Mô) ; PASA (Projet d'appui au secteur agricole).

¹Firmin Delaleona, à l'occasion de la Journée internationale des femmes rurales célébrée le 15 octobre au Togo, Togo-Presse p. 10 <https://togopresse.tg/togo-presse-n-11171-du-mardi-23-novembre-2021/>

² Il faut signaler que ce sont les ONG qui occupent le terrain de l'alphabétisation. Pour le moment, l'Etat leur a laissé ces formations, mais ils reçoivent un appui technique et des subventions.

Pour pouvoir soulager la mémoire, il faut savoir lire et écrire dans une langue que l'on maîtrise. On peut alors prendre des notes auxquelles on se référera dès qu'on en aura besoin. On peut aussi consulter des fiches techniques ou d'autres documents écrits remis à l'occasion des formations. L'analphabétisme (en français ou en langue nationale) réduit donc considérablement les chances de tirer profit des formations techniques spécifiques.¹

Il en conclut qu'il est donc nécessaire de passer par l'alphabétisation fonctionnelle dans la langue locale pour atteindre les objectifs de la formation. Ainsi, rien ne remplacera les langues que parlent les populations cibles, elles sont incontournables pour la réalisation de tout programme de développement. Et pour Bearth (2008 : 47), le développement ne peut être vu et compris qu'à travers le prisme de la langue qui se trouve être la clé même pour comprendre ce développement :

Development seen through the prism of language will stand at the beginning, and language seen from the angle of development at the end of our trajectory. While leaving specific aspects of the crisis for further publication, language as the hermeneutic key to understanding development in crisis will shed new light on how crisis relates to sustainability.

Pour illustrer la place des langues locales dans les projets agricoles, il existe de multiples exemples ; mais nous en donnerons juste trois. C'est (i) le cas de l'ONG RAFIA, (ii) de celui de l'ONG CDD et (iii) de l'association AFASA. Ces organisations dispensent des formations (dont l'alphabétisation fonctionnelle en langues locales et en français) au profit des groupes cibles.

(i) L'ONG RAFIA (Recherche, Appui et Formation aux Initiatives d'Auto Développement) est basée à Dapaong (Nord du Togo).-Elle travaille avec les paysans (Comités villageois) en matière d'organisation et de structuration de communautés à la base, en matière de la promotion de l'agriculture durable et en matière de protection de l'environnement. Au départ, toutes les formations prévues dans les projets se déroulaient en français. Or, très peu de membres dans les groupes cibles pouvaient suivre, lire et comprendre le contenu des exposés. De plus, ces groupes se distinguaient nettement, car ils parlaient des langues locales différentes. Dans le développement de leurs activités, cette ONG a très vite saisi la nécessité de s'investir aussi dans l'alphabétisation fonctionnelle dans les langues locales (*ben, fulfulde -peul-, gourma, anufom*) en s'appuyant sur l'ONG CDD (Communication pour un Développement Durable). Ainsi, il fallait d'abord alphabétiser les groupes cibles pour ensuite renforcer leurs capacités dans leur langue en techniques culturelles, maraîchères, en conditionnement et conservation des produits. Par exemple, le calendrier agricole est établi en langue locale.

(ii) L'ONG CDD (Communication pour un Développement Durable) œuvre dans une perspective d'équité genre et dans le but d'accroître les capacités d'autonomisation et les pouvoirs des communautés à la base. Elle est présente dans les Régions des savanes, Région de la Kara, Région centrale et Région des plateaux. Elle développe plusieurs programmes dont le programme de renforcement de capacité sur les AGR² et celui de l'alphabétisation

¹ Diallo (2008 :177).

² Activités génératrices de revenu (notamment agriculture, élevage, transformation, commercialisation des produits agricoles).

fonctionnelle à l'endroit des populations organisées en groupes cible (femmes et filles, jeunes, populations pastorales¹) dans la langue maternelle des bénéficiaires (*benn, gulma, anufo, ngangam, fulfulde*²) et en français appris à partir des acquis de la langues maternelle³.

(iii) L'Association AFASA (Association des femmes pour l'alphabétisation, la santé et les Activités génératrices de revenu). Cette association dispense des formations de renforcement des capacités. Au départ, le but de l'alphabétisation fonctionnelle était l'évangélisation, c'est-à-dire d'amener les groupes cibles à lire et comprendre les textes bibliques dans les langues locales. Mais, par la suite, ayant constaté la situation de dénuement total dans lequel vivaient les femmes des groupes bénéficiaires, l'Association a initié l'alphabétisation fonctionnelle autour des AGR (plateformes de transformation de produits agricoles et de commercialisation des produits transformés). Les groupes cibles sont les femmes et les filles qui gèrent des plateformes de transformation de produits agricoles. Les langues d'alphabétisation sont le *kabiyè* et le français.

Les quelques exemples d'illustrations apportées ci-dessus sont suffisants pour dire que les ONG sont là pour combler le déficit en matière de langue de communication appropriées dans les projets de développement mis en place par l'Etat. Ces exemples montrent surtout l'importance des langues locales comme langues privilégiées de communication dans les formations au bénéfice des groupes cible dans les projets de production et de transformation agro-alimentaire. Nous examinons à présent la place des langues locales dans le domaine de la santé publique.

2.2 Les langues nationales dans le domaine de la santé publique

L'OMS définit la *santé publique* comme la science et l'art de prévenir les maladies, de prolonger la vie et d'améliorer la santé physique et mentale à un niveau individuel et collectif. Le champ d'action de la santé publique inclut tous les systèmes de promotion de la santé, de prévention des maladies, de lutte contre la maladie (médecine et soins) et de réadaptation⁴.

Le PND Togo (p. 94) mentionne que « l'état de santé de la population a une incidence sur son développement social et économique ». Le gouvernement entend donc « faire du système de santé un facteur contributif au développement du capital humain nécessaire à la croissance ». Il est alors question « d'assurer à la population l'accès aux soins de santé en mettant l'accent particulièrement sur les interventions à haut impact sur la santé de la mère et de l'enfant, y compris le renforcement et la qualité de l'offre de services de planification familiale et de la santé de la reproduction de qualité ». L'accent est également mis « sur les principales

¹ Il s'agit des programmes adressés aux populations pastorales en zones transfrontalières d'Afrique de l'Ouest qui a pour but de parvenir à une meilleure intégration sociale, économique et politique des éleveurs transhumants à travers de l'éducation et la formation professionnelle pour une transhumance apaisée.

² Et bientôt en langue éwé dans la région des Plateaux.

³ Toute notre gratitude à M. Tétérou Djibrila, Doctorant à Université de Kara qui nous a facilité l'accès aux informations sur cette ONG. Merci à Mme Mouzou Lucie pour les informations sur l'Association AFASA. Merci à M. FARI Datibite pour les informations sur l'ONG RAFIA. Merci aux étudiants qui ont réagi à notre questionnaire.

⁴ Définition de l'OMS en 1952,

https://www.larousse.fr/encyclopedie/divers/sant%C3%A9_publique/90008 , consulté le 15 nov. 21

maladies et les situations pourvoyeuses d'invalidité et de mortalité y compris le paludisme, le VIH/Sida, la tuberculose, les autres endémo-épidémies et les maladies non transmissibles et la malnutrition ».

Le Ministère de la santé, de l'hygiène publique et de l'accès aux soins de qualité pour tous¹, conformément au PND, mène des actions de santé publique dans chacun des départements qui le composent. Les langues de communication sur le terrain² sont prioritairement les langues locales et accessoirement le français. Que ce soit dans la zone rurale, urbaine ou péri-urbaine, c'est la même situation qui prévaut. Ici encore, comme c'était le cas dans les programmes d'activités agricoles, les bénéficiaires vivent pour la plupart dans les zones rurales et ne maîtrisent pas toujours la langue française. Même dans les zones urbaines et péri-urbaines, les populations se sentent plus à l'aise en communiquant en *éwé*, en *kabiyè* ou en une autre langue locale avec l'agent de santé. Trois exemples de situation de communication nous permettront de montrer le caractère incontournable des langues locales dans la communication en santé publique. (i) Le premier exemple souligne le problème de traduction d'un terme dans un message de sensibilisation sur la COVID-19. (ii) Le deuxième exemple met en exergue le nom d'un programme de protection maternelle et infantile dans la langue locale *kabiyè*. (iii) le troisième exemple porte sur le nom d'un programme de solidarité inclusive dans la langue locale *éwé*.

(i) Le « cache-nez »³ et le problème de la traduction dans la langue *kabiyè*.

Dans les premiers moments de la pandémie de la COVID 19, des messages de sensibilisation sur le respect des mesures barrières passaient en boucle sur les médias, notamment les télévisions et les radios publiques du Togo. Dans l'un des messages notés sur Radio Kara, il est question de porter un cache-nez pour se protéger le nez, conformément aux mesures de prévention contre la COVID 19. Dans la version en langue *kabiyè* du même message, le terme « cache-nez » a été traduit par *pusondiye nɔ́ɔ́ puhúúzuu mɔ́ɔ́ yɔ́ yɔ́* (litt: morceau de pagne usé qui sert à se couvrir le nez). Or, dans l'esprit des *Kabiyè*, ce qui est reconnu comme *pusondiye* est sale, usé et impropre à servir de vêtement, encore moins de couvre-nez. Ainsi le message, loin de produire l'effet escompté, a plutôt semé la confusion chez le destinataire. En fait, dans le message en français, le terme « cache-nez » fait référence à cet outil confectionné avec du tissu neuf et servant à se protéger le nez comme le recommandent les autorités sanitaires afin de lutter contre la pandémie COVID-19. A l'inverse, dans le message en *kabiyè*, le sens que véhicule le terme « *pusondiye* » n'a rien à avoir avec la bonne hygiène en vigueur pendant la période de COVID-19. Le constat dans ce cas de figure est qu'il n'a pas été fait recours au spécialiste de la traduction ou du moins au linguiste qui est spécialiste de la langue et qui a pour objet de recherche la langue. Ce n'est qu'à la suite de recherches méticuleuses sur le terme « cache-nez » par les spécialistes de la langue (académiciens et acteurs de la communication) que l'équivalent *káñáday*⁴ a été trouvé pour remplacer le

¹ . Ministère de la Santé, de l'Hygiène Publique et de l'Accès Universel aux Soins de qualité pour tous, <https://ndiinfos.com/lassurance-maladie-universelle-au-togo-enfin-une-realite-au-togo/>

² Pour toute séance de sensibilisation, d'administration des soins, de vaccination, d'activités collectives de salubrité, etc.

³ C'est l'appellation la plus usuelle en Afrique de l'Ouest pour ce qui est connu ailleurs sous la dénomination de « masque (chirurgical) ».

⁴ Le résultat obtenu à la suite de la recherche relève que le terme *káñáday* existait déjà en *kabiyè*. Il était utilisé pour désigner le film étanche dont se sert l'escargot pour fermer sa coquille et se protéger ainsi contre les prédateurs et les intempéries quand il est en hibernation à l'intérieur de sa coquille.

premier terme et couvrir la valeur sémantique de “cache-nez”. Désormais, les locuteurs avisés utilisent plutôt le terme approprié “kañáqáy”. Cet exemple montre combien le recours à un travail de recherche approfondie est indispensable dans le domaine de la traduction. Autrement, l’on risque de perdre la valeur sémantique des termes en présence. Une raison de plus pour étudier les langues locales dans les formations spécialisées en agriculture et en santé publique.

(ii) « *Wezou* » (la vie) est le nom en langue *kabiyè* donné à un programme de protection maternelle et infantile. Il s’agit d’un programme¹ national d’accompagnement de la femme enceinte et du nouveau-né. *Il met l’accent sur une nouvelle approche du système de santé togolais qui va désormais s’articuler autour de la prévention*. Dans ce programme, les formations, les sensibilisations et les soins se font dans la langue locale ou même maternelle des bénéficiaires.

(iii) « *Novisi* » (solidarité) est le nom en langue *éwé* d’un-programme-de-revenu-universel-de-solidarité. Ce programme a vu le jour pendant la période de la COVID 19 pour soutenir (grâce à un transfère monétaire) les Togolais que la pandémie a rendus vulnérables avec le confinement imposé. Ce programme a fait beaucoup de sensibilisation en langues locales pour parvenir à des résultats appréciables par les populations cibles.

Ces deux exemples de noms de programmes gouvernementaux ont été retenus pour montrer que, de plus en plus, les langues locales occupent une parcelle du terrain du domaine administratif autrefois réservé au français, la langue officielle. Et tout ceci, au grand bonheur des populations.

Au sujet des langues locales / nationales, Dauphin-Tinturier (2008 :151) soutenait : « Dès lors qu’il s’agit de l’éducation, de la formation, du capital humain, d’assurer à la population l’accès aux soins de santé, l’on ne saurait se passer de l’outil “langue” comme moyen de transmission du message ». Un postulat corroboré par Bearth (2008 : 47) : « *Granted that understanding development means understanding peoples’ own understanding of development, we are faced with a truly formidable challenge of transculturation, compounded by language heterogeneity* ».

Dans la section suivante, nous tenterons de montrer les enjeux de l’intégration des langues nationales dans les formations en agriculture et en santé publique.

2.3 Pourquoi intégrer les langues nationales dans la formation en agriculture et en santé publique ?

L’analyse qui est menée dans cette rubrique est une réflexion sur la situation et la place des langues locales/nationales dans les formations dans l’enseignement supérieur et surtout leur finalité². Nos propositions peuvent être vues comme de projections sur l’avenir des langues concernées ; propositions qui pourront aider à mieux comprendre les enjeux afin de mieux orienter ces formations.

¹ Programme dont la mise en place est très récente

² Etant nous-même associée à l’initiation des programmes de formations intégrant les langues nationales.

En tenant compte du Plan sectoriel de l'Education 2010-2020 (PSE), en considérant les tâches de formation confiées à l'enseignement supérieur en 2013¹, de même que la place concédée aux langues locales dans les formations projetées par le PND (2018-2022) dans sa « Vision Togo 2030 », les universités publiques du Togo améliorent continuellement le contenu de leurs formations, développent et valorisent la recherche. L'Université de Kara a initié plusieurs formations professionnelles dont les formations de Langues Etrangères Appliquées (LEA)², celles de l'Institut Supérieur des Métiers de l'Agriculture (ISMA) et les formations spécialisées créées à la faculté des Sciences de la santé. Par ailleurs, l'Université de Kara est co-porteuse avec l'Université de Paris et l'Université Joseph Ki Zerbo de Ouagadougou, d'un projet naissant de création au Togo d'un Institut des langues appliquées au développement durable impliquant les langues africaines et togolaises dans les formations spécialisées en agriculture et en santé publique. Quel peut être l'intérêt d'introduire les langues locales dans ce type de formations ?

Dans le PND, les formations spécialisées ont pour mission de répondre à des objectifs de développement inclusif pour les populations à la base. L'exemple de l'Agropole du bassin de la Kara, avec 200 coopératives autour des « chaînes de valeur », montre bien que « c'est tout un écosystème entre exploitants familiaux et investisseurs privés qui sera mis en place ». Et qu'il faille créer « une sorte de communauté d'intérêts et de destin pour le développement des filières ». Ici, un cadre de partenariat s'impose entre les langues étrangères et les langues africaines pour permettre aux populations d'accéder à divers types de connaissances, à des fins d'une meilleure productivité. Il sera donc nécessaire de recourir à l'aménagement terminologique pour équiper les langues en présence.

L'Enseignement supérieur, plus précisément l'université de Kara est non seulement un lieu de formation mais aussi de recherche. Nous avons relevé plus haut (en 1.2) que des cours de langues nationales *éwé* et *kabiè* y sont dispensés depuis 2004. Les enseignants-chercheurs du département des Sciences du Langage encadrent depuis lors des travaux de recherche, des mémoires de Master et des thèses dont les sujets portent sur les langues togolaises. Des ouvrages et des articles sont régulièrement publiés sur ces langues. Mais, Que peut-on attendre de ces travaux en termes de transformation sociétale ?

A l'avènement de la pandémie de la Covid 19 en 2020, pendant que les grandes firmes du monde entier cherchaient une riposte à ce mal, des laboratoires des Etats africains se sont aussi mis à faire de la recherche sur le sujet. Au Togo, des laboratoires de l'Université de Lomé se sont spontanément associés aux phytothérapeutes (tradi-thérapeutes) pour travailler sur la question afin de découvrir le remède qui convient. Cette collaboration est visiblement le signe d'une bonne coopération entre les praticiens de la médecine moderne et ceux de la médecine traditionnelle. Il se trouve que partager les contenus des savoirs et savoir-faire passe nécessairement par les langues locales et le français comme moyen de communication. Même dans le cas où les tradi-thérapeutes parlent bien le français, la langue locale est indispensable pour partager les savoirs ancestraux avec leurs collègues de la médecine moderne. Toutes les plantes d'un milieu portent chacune un nom dans les langues locales. Et souvent l'attribution

¹ Par le Conseil présidentiel sur l'Avenir de l'Enseignement supérieur du Togo.

² Il s'agit du département de Langues Etrangères Appliquées de la faculté des Lettres et Sciences Humaines qui donne des formations en langues étrangères Allemand, Anglais, Espagnol et Français.

des noms des plantes n'est pas anodine. Elle est empreinte de la culture que reflète la langue. Et la valeur sémantique véhiculée par ce nom de plante peut être révélatrice de son utilité dans de traitement de maladies. Ainsi le partage de connaissances ancestrales sur les plantes dans le cadre de la recherche d'un produit anti-covid 19, a dû faire appel à plusieurs cultures (*ahlo, benn, éwé, fulfulde, gurma, kabiye, mina, tem*, etc.), eu égard aux langues en présence. Ceci nous permet de montrer encore une fois l'importance d'étudier les langues locales à l'université et surtout de les proposer dans les formations spécialisées en agriculture et en santé publique.

Et nous faisons nôtres les propos de Dauphin-Tinturier (2008 :151) :

D'une manière générale, chaque fois qu'il y a transmission de pratiques et de connaissances dans un contexte traditionnel, les intervenants se réfèrent implicitement à une empreinte culturelle. Quel que soit le caractère novateur du contenu à diffuser, cette rémanence de l'empreinte devrait être prise en compte par les concepteurs de projets. Mais, bien souvent ces derniers n'ont pas les connaissances suffisantes pour la dégager et pour permettre une approche négociée, en encourageant les acteurs locaux à concevoir leur propre système de transmission de l'information afin de toucher réellement les populations, en tenant compte du fonctionnement de la société.

A l'instar de la collaboration renforcée qui s'est installée entre la médecine moderne et celle dite ancestrale pendant la covid 19, les langues locales dans la formation en agriculture et en santé publique seront comme un catalyseur entre l'Enseignement supérieur et les cycles secondaire et primaire pour la relance des langues nationales dans le système formel. Par exemples, les universitaires pourront apporter leur expertise scientifique dans la conception et l'élaboration des documents didactiques pour enseigner les langues locales. Ils seront les principaux acteurs pour la réintégration de ces langues dans le système scolaire. Mais, au-delà de cela, les étudiants des formations spécialisées en agriculture et en santé publique pourront mener ensemble avec les étudiants en Science du langage des recherches pluridisciplinaires. Il en est de même entre les étudiants de LEA et de ceux des formations en l'agriculture et la santé publique. Surtout, les bénéficiaires des formations spécialisées de l'Institut en création pourront apporter leur appui aux communautés à la base dans les formations des groupes cibles. Sur le terrain, ils seront les interlocuteurs privilégiés entres les concepteurs des projets et les populations bénéficiaires. Dans le cas d'espèce, ce que disait Zouogbo (2019 :37) dans le cas de l'enseignement des LVE en Côte d'Ivoire est aussi valable au Togo :

Ces étudiants seraient amenés à produire des terminologies, également, dans la langue africaine et en fonction du domaine d'application retenu pour leur spécialisation. De façon générale, en s'appuyant sur le socle des savoirs linguistiques, les étudiants seront amenés à développer des compétences en écriture, en production de textes et de terminologies dans leur langue sous la supervision d'enseignants compétents et spécialistes de ces langues.

Dans le sens de la contribution de la linguistique au domaine de l'agriculture, nous pouvons retenir l'exemple d'une étude linguistique faite par Haloubiyou (2021 : 115-145) sur « les indices de la gestion de la fertilité et de la conservation des sols dans la culture kabiye ». L'étude présente les termes du compost traditionnel, apportant ainsi de la lumière sur les techniques traditionnelles de culture en « pays Kabiye ». L'on voit bien ici combien les langues locales peuvent être mises à contribution pour livrer les savoirs et savoir-faire endogènes sur les vertus des sols, des plantes du terroir. C'est aussi vrai avec tous les aspects

relatifs à l'environnement, à l'éducation, à l'eau potable, à l'assainissement, à la nutrition et à la protection sociale. Preuve qu'il est très important de s'appuyer sur les savoirs endogènes pour atteindre le développement durable.

Conclusion

Par la Réforme de l'Enseignement de 1975 au Togo, les langues nationales (*éwé* et *kabiye*) sont introduites dans l'éducation formelle pour permettre l'adaptation de l'école à la vie et aux besoins réels des populations. Mais l'expérience fut de courte durée. Ainsi, tirant les leçons de cet échec, les différents acteurs du système éducatif et les académies des langues nationales s'activent pour trouver des stratégies pour un meilleur retour des langues nationales à l'école.

Au niveau de l'Enseignement supérieur, les langues nationales qui y sont intégrées depuis 2004 marquent leur progression et sont aujourd'hui proposées dans les formations spécialisées en agriculture et en santé publique avec d'autres langues africaines aux côtés des langues étrangères. C'est dire combien les initiateurs sont convaincus que les langues locales constituent un point d'ancrage pour le partage des expériences entre les pratiques ancestrales et celles dites modernes pour un développement local harmonieux. L'exemple de la collaboration des chercheurs de la médecine moderne et les tradi-thérapeutes pour tenter de trouver une riposte à la Covid 19 est la preuve de la contribution des langues locales au développement. L'exemple du problème de traduction de « cache-nez » en *káñáday* est aussi très édifiant et montre que l'on peut passer à côté du message si toutes les dispositions en vue d'une bonne traduction réussie ne sont pas prises. Voilà pourquoi un cadre de partenariat est nécessaire entre les langues étrangères et les langues africaines pour permettre aux populations d'accéder à divers types de connaissances, à des fins d'une meilleure productivité.

Résumant les points de vue de plusieurs auteurs sur la question, Tourneux (2008 :14) écrivait que :

[t]ous partagent la même conviction que la question des langues ne doit pas être séparée de celle de la culture, et qu'aucun projet de développement ne peut faire l'économie d'un ancrage dans la langue et la culture locales. Cette problématique doit aussi être intégrée au stade de la conception même du projet.

Ceci nous amène à penser que la documentation des langues nationales doit être considérée comme une urgence. Il est plus que nécessaire de recourir à l'aménagement terminologique pour équiper et amplifier les langues en présence. Même en considérant que les académies de ces langues font correctement leur travail de promotion des langues, c'est le lieu d'exhorter les terminologues et tous les acteurs de l'éducation à travailler sur la documentation des langues nationales (lexiques, grammaires documents didactiques) en vue de mieux préparer leur réintégration et leur maintien dans l'enseignement formel. Et au-delà, permettre que les spécialistes de langues formés grâce aux programmes de formations spécialisées en agriculture et en santé publique puissent apporter leur expertise au développement durable des communautés à la base.

Selon Wamba (2006 :136) :

Dans le contexte actuel de mondialisation, il s'avère impérieux pour toute communauté, afin de ne pas se marginaliser, d'être ouverte aux innovations

technologiques et culturelles. Mais ces communautés ne peuvent, au départ, que s'appuyer sur leurs ressources logistiques disponibles. Et sur ce point, les langues se présentent comme des outils, des instruments incontournables de vie mondialisée¹.

Cette position corrobore nos arguments et rejoint nos intuitions.

Dans le cas précis de la documentation des langues nationales (locales), il serait plus constructif de s'inspirer de la *terminologie culturelle* proposée par Diki-Kidiri (2008 : 117-209) pour une raison que l'auteur explique en ces termes : « En agriculture, les populations possèdent des techniques ancestrales qu'ils peuvent faire profiter à l'agriculture moderne ». Ceci est aussi vrai en santé publique.

Bibliographie

- Afeli Kossi Antoine, 2003, Politique et aménagement linguistique au Togo : bilan et perspectives. Thèse de doctorat, Université de Lomé, Lomé.
- Bearth Thomas, 2008, « Language as a key to understanding development from a local perspective A case study from Ivory Coast »* pp. Tourneux (2008) 35-116
- Brunet-Jailly, Joseph, 1991, « La contribution des langues au développement : un parti et une application au domaine de la santé » Cah. Sci. Hum. 27 (3-4) 1991 : 315-341
- Dauphin-Tinturier Anne-Marie, 2008, « La place des langues et cultures locales dans un projet de développement ». Langues, cultures et développement en Afrique, Tourneux Henry (dir.) Édifions Karthala, pp. 135-152.
- Diallo, Issa, 2008, « Langues nationales et efficacité de la formation technique des paysans au Burkina Faso ». Langues, cultures et développement en Afrique, Tourneux Henry (dir.) Édifions Karthala, pp. 171-183.
- Diki-kidiri, Marcel, 2008, « La terminologie culturelle : points de repère », Langues, cultures et développement en Afrique. Tourneux Henry (dir.) Édifions KARTHALA, pp. 117-133.
- Gayibor, N. I-. (dir.). 1997/2005, Histoire des Togolais. De 1884 à 1960, Volume I et II (Tome I et Tome II). Lomé, Presses de l'UL, 443p / 630 p., 7 54 p.
- Gblem-Poidi H. M. et Kantchoa L., 2012, Les langues du Togo : état de la recherche et perspectives, Harmattan, Paris.
- Haloubiyou, Assolissim, 2021, Indices de la gestion de la fertilité et de la conservation des sols dans la culture kabiyè : une étude linguistique. Laboratoire des Langues et des Cultures GUR UAC Abomey-Calavi (République du Bénin) Revue Gur papers/ Cahiers Gur (Nouvelle Série) N° 001, Editions Labo Gur 2021, pp. 115-145, N° ISSN : 1659-5602
- Kantchoa, Laré, 2017, « Les langues minoritaires du Togo : des langues en danger ? », Mosaïque Revue interafricaine de philosophie, littérature et Sciences Humaines, N° 20 Décembre 2017 (pp 185-205)
- Kassan, Balaïbaou, 2011a., « Pluralité ethnique et aménagement linguistique au Togo : affiner les stratégies ». Particip'Action. Revue interafricaine de littérature, linguistique et philosophie. Vol.3 - No1 -Janvier 2011, Lomé.333-351.
- Kassan, Balaïbaou ; Todjala, M. (à paraître). « Les langues nationales dans le processus de l'éducation des adultes : état des lieux sur l'expérience togolaise et les perspectives d'avenir ».
- Mouzou, Palakyém, (à paraître) « Enrichissement lexical et enseignement des langues nationales », Université de Kara.

¹ <https://www.jstor.org/stable/25701983>

- Napon, Abou, 2006, « Le rôle des langues nationales dans la promotion de la culture burkinabé », Revue du CAMES - Nouvelle Série B, Vol. 007 N° 1-2006 (1er Semestre) pp 205-213.
- Napon, Abou, 1998, « La place des langues nationales en Afrique noire francophone », Annales de la Faculté des Lettres et Sciences Humaines n°2, Université Cheikh Anta Diop de Dakar, pp.193-206
- Rongier, Jacques, 1995, « Pour une amélioration de l'enseignement de l'éwé au Togo », Cahier des Sciences Humaines, N°31. Abidjan : Institut des Langues Appliquées. Pp. 49-66.
- Tourneux, Henry, 2008, Langues, cultures et développement en Afrique. Paris : Khartala.
- Wamba, Rodolphine Sylvie, 2006, « Problématique des langues et question de développement en Afrique francophone subsaharienne ». Nouvelles Études Francophones, Vol. 21, No. 2, Autonomie 2006 pp. 136-148, University of Nebraska Press.
- Zouogbo, Jean-Philippe, 2020, « Pourquoi et comment intégrer les problématiques du développement durable à l'enseignement des LVE en contexte africain ? », Revue du LTML n°6, décembre 2029 pp. 17-41. www.ltml.univ-fhb.edu.ci

Presse et sites internet

- Togo-Presse N°9172 du vendredi 29 novembre 2013. « L'Avenir de l'enseignement supérieur » Togo-Presse Grand Quotidien d'information, Lomé.
- Ministère de l'Éducation Nationale, 1975, Ordonnance n°75-016 du 6 mai 1975 sur La réforme de l'enseignement au Togo.
- Ministère des Affaires sociales et de l'alphabétisation- Lomé
- Ministère de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche, 2013. Conseil présidentiel sur l'avenir de l'enseignement supérieur et de la recherche au Togo, Document final. Lomé, 28-30 novembre 2013
- <https://www.researchgate.net/publication/32978882> consulté le 26 nov 2021
- <https://www.jstor.org/stable/25701983>. Consulté le 26 nov. 2021
- www.educapoles.org/assets/uploads/teaching_dossiers... quelques principes Du Développement Durable, Consulté le 4 mars 2021
- www.environnement.gouv.qc.ca/developpement/. Consulté le 4 mars 2021
- Jeune Afrique du 17 juin 2019 https://www.jeuneafrique.com/newsletters/2019/06/17/newsletter_actualite-abonnes.html Consulté le 26 nov. 21
- https://horizon.documentation.ird.fr/exl-doc/pleins_textes/pleins_textes_4/sci_hum/41736.pdf, consulté le 21 juin 2020]
- <https://togopresse.tg/togo-presse-n-11171-du-mardi-23-novembre-2021/> consulté le 24 novembre 21
- <https://agriculture.gouv.tg/domaine/agriculture/> consulté le 19 nov. 2021
- http://apps.who.int/iris/bitstream/handle/10665/41749/WHO_TRS_55_fre.pdf;jsessionid=76103FC7024EC82F57E6280CE58199FD?sequence=1
- https://www.larousse.fr/encyclopedie/divers/sant%C3%A9_publique/90008 consulté le 15 nov. 2021
- <https://www.jstor.org/stable/25701983>